

ÉDITORIAL

Par
LAURENT JOFFRIN

Obstacle

Valls en nuances. La chose est nouvelle et intéressante. Les réponses que le Premier ministre a faites aux questions de *Libération* sont importantes à plusieurs titres. Loin des propos lapidaires dont il est souvent friand, encouragé en cela par le temps court médiatique, il a cette fois développé ses conceptions plus en profondeur. On y voit un homme de gauche républicain plus que socialiste, attaché à l'autorité, à une conception très ferme de la laïcité, à une vision pragmatique de l'économie, même si on décèle aussi dans ses propos la volonté de parler à cette gauche déconcertée par la déchéance de nationalité et la loi travail, en tout cas dans sa première mouture. Entre un François Hollande plus ductile, qui voit toujours la gauche comme une famille qu'il faut rassembler, et un Emmanuel Macron qui veut faire irruption au centre, entre la gauche et la droite, quel est son espace politique? Ce blairisme à la française peut-il séduire une partie de l'électorat? La difficulté est grande: le PS n'est pas encore prêt pour cette mue qui s'appuyait, au Royaume-Uni, sur l'échec constant et répété du travaillisme traditionnel. Il est convoité non seulement par Macron mais aussi par François Bayrou, et même, sous certains aspects, par Alain Juppé. La question vaut surtout pour l'après-2017. Manuel Valls compte sur l'expérience de Matignon pour s'imposer dans le paysage comme celui qui réunira aux yeux de l'opinion l'expérience et la nouveauté. Il en a certainement l'étoffe et l'ambition. Mais ce sont là des plans pour le futur. Si la gauche subit une déroute à la présidentielle, il est probable que tous ceux qui ont conduit le mandat Hollande seront entraînés dans l'éclipse de la gauche, sinon dans son éclatement pour de longues années. Avant de rêver à l'avenir, il faut sauter l'obstacle de 2017. La tâche suffit à occuper les plus grandes énergies. ◀

Loi travail, islam et laïcité, mixité dans les quartiers, positionnement pour 2017... Le Premier ministre répond.

Recueilli par
LILIAN ALEMAGNA, GRÉGOIRE BISEAU, LAURE BRETTON
et **LAURENT JOFFRIN**
Photos **FRÉDÉRIC STUCIN**



Manuel Valls, samedi, à Matignon.

Manuel Valls

«Depuis plus de trente ans, on me demande si je suis de gauche»

L'ESSENTIEL

- Sur la situation des jeunes, qu'il reconnaît «difficile», Manuel Valls défend l'action du gouvernement et la série de nouvelles mesures.
- Détaillant les axes de la loi égalité citoyenneté présentée ce mercredi, il défend «le temps long et le pas-à-pas».
- Valls insiste sur la nécessité de «protéger» les musulmans de France des discriminations et de la radicalisation, tout en restant très ferme sur la question du voile.
- Pour 2017, il prône le dépassement du clivage gauche-droite traditionnel.

Dans les étages de Matignon, les jeans et les cols déboutonnés (de ses collaborateurs) sont les seuls petits détails venant rappeler qu'on est un samedi. La mise et l'agenda de Manuel Valls, eux, sont aussi policés qu'un jour de semaine. Derniers arbitrages sur les mesures jeunesse, déjeuner de cabinet, entretien avec François Hollande, décollage pour Alger... Et, au milieu, une interview accordée à *Libération*. La rencontre commence cash, l'homme est coutumier du fait : «C'était quoi déjà, l'adjectif qu'employait Jospin pour parler de Libé ? Algèr, non ?» Les allées et venues de Largo, son jeune chien qui échappe à la vigilance des huissiers, viendront détendre (un peu) l'atmosphère de ces deux grosses heures passées autour de la table de verre. Depuis le début de l'année, ce bureau a vu défiler des socialistes meurtris par la déchéance de nationalité, des syndicats opposés à la loi travail et des organisations étudiantes venues rappeler au Premier ministre les promesses présidentielles sur les jeunes. Depuis deux ans, Manuel Valls fait

face, refuse de parler de «l'enfer de Matignon». La gauche n'y croit plus, lui pense encore que «tout est possible» en 2017 grâce au «lien» entre François Hollande et les Français. Ce faisant, il creuse son sillon : l'ordre républicain plutôt que l'ordre social, la laïcité «ferme», si ce n'est fermée, et le dépassement du clivage gauche-droite «sur les sujets majeurs comme le terrorisme ou le chômage». Emmanuel Macron appréciera.

Jeunesse et quartiers

«La bataille de l'égalité ne se règle pas à coups de milliards»

La jeunesse a été la priorité du quinquennat de François Hollande. Elle manifeste

depuis un mois, investit le mouvement Nuit debout... Est-ce l'aveu d'un échec ?

Non. Les mesures annoncées lundi matin avec les ministres Najat Vallaud-Belkacem [Éducation], Myriam El Khomri [Travail] et Patrick Kanner [Ville] sont la démonstration que la jeunesse dans ce pays est une belle énergie et que nous pouvons construire l'avenir avec elle. Ensuite, il ne faut pas se plaindre de voir des jeunes se réunir, agir et rêver de collectif. C'est le signe que la société française a un souffle. Mon rôle est de faire que ces énergies soient associées à un travail collectif pour que cet élan soit constructif pour tout le monde. Mais je ne laisserai jamais dire que nous n'avons rien fait pour la jeunesse depuis 2012. Au contraire. Jamais autant n'a été fait en matière d'éducation, de formation, de logement, d'accès à l'emploi. Alors comment comprenez-vous ce mouvement ? Quand toute la société se questionne sur son avenir, la jeunesse s'interroge aussi. La situation de nombreux jeunes est

Suite de la page 3 difficile : un quart des actifs de moins de 25 ans sont au chômage. Notre société a par ailleurs donné le sentiment de se préoccuper davantage des plus âgés. Un seul chiffre : il y a vingt ans, le patrimoine cumulé des moins de 50 ans et celui des plus de 60 ans étaient identiques. Aujourd'hui, il y a 50% d'écart en faveur des plus de 60 ans. La jeunesse a le sentiment légitime que la société ne se préoccupe pas d'elle. C'est donc logique qu'elle soit exigeante. C'est un enjeu majeur. Nous avons d'ailleurs fait beaucoup de choses. Nous venons de faire entrer en vigueur la prime d'activité [une prime pour compenser les bas salaires, ndr]. Un million de jeunes y sont éligibles. Quatre cent mille autres bénéficieront d'une allocation de 460 euros et, surtout, d'un plan d'accompagnement vers la formation et l'emploi. Cependant, je reconnais que cela ne suffit pas. Il faut aller plus loin et créer du sens pour la jeunesse tout entière. Le mouvement Nuit debout l'exprime à sa manière.

Vous avez présenté lundi des mesures en faveur des étudiants. Est-ce une réaction d'un pouvoir qui a peur de la rue ?

En quoi entendre et dialoguer serait un signe de peur ? Le gouvernement a annoncé un plan d'ensemble. Pas seulement pour les étudiants. Pas pour éteindre une contestation. Mais pour répondre aux inquiétudes exprimées. Avec des réponses concrètes. Par exemple, nous luttons contre la précarité avec une aide pour les jeunes diplômés en recherche d'emploi, nous permettons à tous les moins de 30 ans qui n'ont pas de garant de trouver un logement, nous encourageons l'apprentissage, tout en améliorant la rémunération des apprentis.

Il y a un an, vous avez parlé d'un «apartheid social, ethnique et culturel». Qu'y a-t-il dans cette nouvelle loi Egalité et Citoyenneté à la mesure de ce diagnostic ? Je suis élu d'Evry [Essonne], c'est ce qui m'a formé et m'a fait changer. C'est là où j'ai été confronté aux crises de ces trois dernières décennies. Comme tous les élus de ces quartiers populaires, j'ai vu beaucoup d'habitants qui veulent s'en sortir, respectent les règles du jeu et qui pourtant n'y arrivent pas. La politique de la ville a marché pour transformer la ville, casser les barres d'immeubles, rénover les écoles et les espaces publics, embellir, mais

«Je maintiens que cela arrange beaucoup de monde d'avoir des ghettos, avec les classes populaires loin des centres-ville. Moi, je veux que ces territoires soient pleinement réintégrés dans la République.»

ça ne suffit plus. La bataille de l'égalité ne se règle pas à coups de milliards seulement, mais en dénichant un à un chaque blocage, chaque frein, chaque préjugé, chaque injustice et en les levant tous. Il faut donc compléter la logique quantitative par une logique de terrain beaucoup plus fine. Le sentiment d'abandon dans les quartiers populaires, dans les grandes agglomérations ou les petites villes peut être le même. Il faut avoir la sagesse d'oser le temps long et le pas-à-pas. L'objectif, c'est la République. Ferme, ouverte et généreuse. Ferme pour casser les ghettos : nous renforçons encore le pouvoir de l'Etat pour qu'il se substitue aux communes défaillantes qui refusent de bâtir du logement social. Nous faisons en sorte que les familles les plus pauvres ne soient pas toutes cantonnées aux mêmes quartiers. Ferme sur l'égalité hommes-femmes. Il y a deux fois plus de familles monoparentales dans ces quartiers : depuis le 1^{er} avril, nous avons mis en place un système de garantie de pensions alimentaires. Ferme sur la maîtrise de la langue française. Ferme sur la lutte contre les discriminations : nous créons par exemple la possibilité d'action collective en justice. Autre exemple : dans la fonction publique, 75 écoles formant les fonctionnaires auront toutes des classes préparatoires intégrées pour diversifier les recrutements. Le chômage, la précarité, la délinquance, les discriminations, le racisme :

faire sortir les quartiers de cela, c'est le combat de ma vie.

Mais tout ceci a déjà été annoncé au cours de l'année 2015...

Mais c'est une politique de fond que nous mettons en place et nous allons plus loin ! Nous voulons permettre à ceux qui ont fait des études, montré leur mérite, de s'insérer dans la vie professionnelle : 8 400 bacs + 3 qui sont au chômage et vivent dans les quartiers populaires bénéficieront d'un accompagnement concret. Un système de parrainages sera proposé pour leur donner le réseau professionnel qu'ils n'ont pas. L'agence France entrepreneurs est lancée : nous voulons augmenter de 50% le nombre d'entreprises accompagnées. Dans ces quartiers comme ailleurs, être parent n'est pas toujours facile. Il faut les aider à surveiller les devoirs, entrer en relation avec les professeurs : 5 000 services civiques seront mobilisés pour cela. Toutes les écoles dont les bâtiments ne sont pas à la hauteur seront rénovées avant la rentrée 2016.

A vous entendre, c'est plus une loi de petits pas qu'une loi de rupture ?

C'est un maillage très dense de mesures ciblées qui visent à retisser l'égalité. Et puis, je n'aime pas le mot rupture. Même si elle peut faire plaisir, elle ne résout rien dans le temps long. Aux postures, je préfère les actes concrets. C'est comme cela que l'on rétablit la confiance, en mobilisant l'Etat, les élus, les entreprises, les citoyens.

La rupture vous fait plaisir à vous ? Vous avez du plaisir à fracturer ?

Non. Mais je pense que le rôle du politique, c'est de nommer les choses. «Apartheid» est un mot fort que j'utilisais déjà en tant que maire d'Evry. Je maintiens aujourd'hui que cela arrange beaucoup de monde d'avoir des ghettos, avec les classes populaires loin des centres-ville ! Moi, je veux que ces territoires soient pleinement réintégrés dans la République. Pour cela, il faut une nouvelle étape de la politique de la ville. Nous proposons des mesures concrètes pour faire évoluer la société. La rénovation urbaine doit encore faire des progrès, mais globalement, regardez la transformation physique de ces quartiers ! Certains parlent de territoires abandonnés, je dis non ! Les territoires ne sont pas abandonnés. Mais les gens vivent un abandon.

Maintenant, il faut retisser l'égalité dans le quotidien des gens.

Partagez-vous au moins le diagnostic de votre proche Jean-Marie Le Guen sur l'échec depuis trente ans de la pénalisation du cannabis en matière de santé publique ?

La position que Jean-Marie Le Guen a exprimée est personnelle. Qu'il y ait des débats, c'est normal... Mais j'ai la conviction, comme le président de la République, que toute société doit savoir fixer des interdits. Je crois que la consommation du cannabis, parce qu'elle a un impact sur la santé publique, doit en rester un.

Islam et laïcité

«Il faut protéger les musulmans de l'idéologie salafiste»

Est-ce qu'il faut aller plus loin en matière de laïcité ?

La laïcité, c'est notre ADN. C'est normal que l'on en débattre. La République s'est construite en opposition au pouvoir de l'Eglise catholique. Aujourd'hui, la laïcité est confrontée à la montée de l'islam radical, mais aussi à la place de l'islam dans nos sociétés. Je crois en mon pays, à son message et ses valeurs universelles. J'aimerais que nous soyons capables de faire la démonstration que l'islam, grande religion dans le monde et deuxième religion de France, est fondamentalement compatible avec la République, la démocratie, nos valeurs, l'égalité entre les hommes et les femmes.

Cette démonstration n'est donc pas faite ?

Certains ne veulent pas y croire, une majorité de nos concitoyens en doutent, mais moi, je suis convaincu que c'est possible. C'est pour cela qu'il faut protéger - pro-té-ger - nos compatriotes de confession ou de culture musulmane de la stigmatisation, des actes anti-musulmans. Il faut les protéger aussi de l'idéologie salafiste. J'ai mené le combat dans les quartiers populaires contre l'antisémitisme. Celui pour la protection de nos compatriotes musulmans est tout aussi fondamental. Et il faut un langage de vérité : dans la République. Il y a aussi des interdits. Oui, la République s'est honorée quand le Parlement a voté en 2004 une loi interdisant les signes religieux ostentatoires à l'école. J'ai voté également la loi interdisant le voile intégral dans l'espace public.

Maintenez-vous l'idée que le voile est un asservissement pour la femme ?

Oui, dès lors qu'il est revendiqué politiquement de manière militante. On ne peut pas faire comme si c'était un objet de mode ou de consommation comme un autre.

Donc vous niez le fait qu'une jeune femme musulmane qui porte un foulard puisse, en conscience, pleinement s'inscrire dans la République ?

J'ai beaucoup réfléchi sur ces questions-là. Je disais déjà en 2005 que je ne confondais pas le foulard avec le voile traditionnel - d'une femme venant d'Algérie ou du Maroc passant d'une société traditionnelle où le religieux est prédominant à une société ouverte et laïque comme la nôtre. D'ailleurs, ce fichu est un habit que l'on retrouvait dans toutes les sociétés traditionnelles du pourtour méditerranéen. Mais fondamentalement, je pense que ce voile identitaire, politique, revendiqué comme tel, en cachant la femme, vise à la nier. Comment ignorer que les femmes subsistent dans les quartiers populaires une pression culturelle faite de sexisme et de machisme ?

La réponse législative à l'«apartheid»

Le projet de loi Egalité et Citoyenneté, qui vise à renforcer la mixité sociale, est présenté ce mercredi.

Le projet de loi censé répondre à l'«apartheid social, territorial et ethnique» qu'avait décrit Manuel Valls arrive ce mercredi en Conseil des ministres. Le texte, qui devrait être présenté en juin au Parlement, est divisé en trois parties : «citoyenneté et émancipation des jeunes», «mixité sociale et égalité des chances dans l'habitat» et «égalité réelle». Des députés de la majorité qui ont eu accès au texte le jugent d'ores et déjà «faible». En voici les principales mesures.

Réserve citoyenne étendue. Lancé après les attentats de janvier 2015, ce dis-

positif constitué de bénévoles doit permettre de «répondre à des crises urgentes». Sept articles sont consacrés à cette réserve citoyenne, qui pourra aussi être sollicitée en cas de «catastrophe naturelle».

Congé d'engagement. Ce dispositif donnerait droit à six jours, fractionnables par an, pour se consacrer à l'engagement associatif, sous la forme d'un congé sans solde. Une forme plus ouverte que le congé de représentation, déjà en place, qui concerne les élus des associatifs.

Extension du service civique. Créé en 2010, le service civique a vocation à concerner 350 000 jeunes par an d'ici à 2018-2019, selon le ministère de la Ville, contre à peine plus de 100 000 actuellement. Pour y parvenir, il faudra gonfler l'offre de missions, notamment dans le secteur public. Il sera désormais possible pour un jeune d'effectuer un service civique dans une brigade de sapeurs-pompiers par exemple ou dans les HLM. Autre

nouveauté, le dispositif sera accessible aux réfugiés en situation régulière.

Un habitat plus mixte. La mixité dans l'habitat est un levier incontournable pour que les villes et les quartiers reflètent la diversité de la société. Le gouvernement veut agir sur le peuplement des HLM : ainsi, 25% des attributions de logements sociaux effectuées en dehors des «quartiers prioritaires de la politique de la ville» (QPV) devront cibler les 25% de demandeurs les plus modestes.

La loi va aussi permettre aux HLM de moduler leurs loyers dans cet objectif de mixité : les bailleurs sociaux pourront baisser leurs tarifs dans les quartiers attractifs pour permettre aux ménages pauvres d'y accéder. Aujourd'hui, la plupart des HLM à bas loyer se trouvent dans les QPV. Enfin, les préfets vont disposer de pouvoirs accrus pour faire respecter la loi SRU, qui impose à chaque ville un quota de 25% de HLM.

R. La. et T. S.